

8° une amende administrative de mille euros et une interdiction de stade administrative de deux ans pour celui qui manipule, est en possession de ou introduit un objet pyrotechnique tel que visé à l'article 23ter, à l'exception du feu de Bengale, ou pour celui qui est en possession d'un feu de Bengale ou introduit celui-ci, pour autant que l'introduction ou la possession a lieu dans le stade ou dans le périmètre."

Art. 12. Dans l'article 24quater de la même loi, inséré par la loi du 25 avril 2007, le mot "21" est remplacé par les mots "21, § 1^{er}", les mots "23bis et 23ter" sont remplacés par les mots "23bis, 23ter et 23quater", et les mots "cinq ans" sont remplacés par les mots "dix ans".

Art. 13. Dans les articles 25, alinéa 3, 25/1, 29, alinéa 4, 30, alinéa 1^{er} et 34, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots "20 à 23ter" sont remplacés par les mots "20 à 23quater".

Art. 14. Dans l'article 44, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par les lois des 10 mars 2003 et 25 avril 2007, les mots "23bis et 23ter" sont remplacés par les mots "23bis, 23ter et 23quater".

CHAPITRE 3. — *Modification de la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière*

Art. 15. L'article 106, alinéa 1^{er}, de la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière, est complété par le 3° rédigé comme suit:

"3° à l'entrée des stades de football ou à l'entrée de certaines parties de ces stades, pour autant que l'agent de gardiennage soit désigné par les organisateurs d'un match de football visé par la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors de matches de football, et pour autant que l'arrêté royal du 20 juillet 2005 réglant les modalités de la gestion des billets à l'occasion des matches de football soit d'application au contrôle d'accès des personnes qui se présentent, afin de vérifier la correspondance entre l'identité mentionnée sur le titre d'accès et celle figurant sur les documents d'identité de la personne détentrice du titre d'accès."

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 19 juin 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
A. VERLINDEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

(1) Chambre des représentants
(www.lachambre.be)
Documents. 55 – 3359/5
Compte rendu intégral : 15 juin 2023

8° een administratieve geldboete van duizend euro en een administratief stadionverbod van twee jaar voor diegene die een pyrotechnisch voorwerp, zoals bedoeld in artikel 23ter, uitgezonderd Bengaals vuur, hanteert, ervan in het bezit is of binnenbrengt of voor diegene die in het bezit is van Bengaals vuur of dit binnenbrengt, voor zover dat het binnenbrengen of het bezit zich voordoet in het stadion of de perimeter."

Art. 12. In artikel 24quater van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 25 april 2007, wordt het woord "21" vervangen door de woorden "21, § 1", worden de woorden "23bis en 23ter" vervangen door de woorden "23bis, 23ter en 23quater", en worden de woorden "vijf jaar" vervangen door de woorden "tien jaar".

Art. 13. In de artikelen 25, derde lid, 25/1, 29, vierde lid, 30, eerste lid en 34, eerste lid, van dezelfde wet, worden de woorden "20 tot 23ter" vervangen door de woorden "20 tot 23quater".

Art. 14. In artikel 44, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 10 maart 2003 en 25 april 2007, worden de woorden "23bis en 23ter" vervangen door de woorden "23bis, 23ter en 23quater".

HOOFDSTUK 3. — *Wijziging van de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid*

Art. 15. Artikel 106, eerste lid, van de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid, wordt aangevuld met de bepaling onder 3°, luidende:

"3° bij de ingang van de voetbalstadions of bij de ingang van bepaalde gedeeltes van deze stadions, voor zover de bewakingsagent aangewezen is door de organisatoren van een voetbalwedstrijd bedoeld in de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, en voor zover het koninklijk besluit van 20 juli 2005 houdende de regels voor het ticketbeheer ter gelegenheid van voetbalwedstrijden van toepassing is op de toegangscontrole van de personen die zich aandienen, teneinde de overeenstemming na te gaan tussen de identiteit vermeld op het toegangsbewijs en deze voorkomend op de identiteitsdocumenten van de persoon houder van het toegangsbewijs."

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 19 juni 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. VERLINDEN

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be)
Stukken. 55 – 3359/5
Integraal Verslag : 15 juni 2023

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2023/203077]

27 JUIIN 2023. — Arrêté royal fixant, pour certaines entreprises relevant de la Commission paritaire de l'industrie textile (CP 120), les conditions dans lesquelles le manque de travail résultant de causes économiques suspend l'exécution du contrat de travail d'ouvrier (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, l'article 51, § 1^{er}, remplacé par la loi du 30 décembre 2001 et modifié par les lois des 4 juillet 2011 et 15 janvier 2018, et § 3, modifié par les lois des 29 décembre 1990 et 26 juin 1992;

Vu l'avis de la Commission paritaire de l'industrie textile, donné le 28 mars 2023;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2023/203077]

27 JUNI 2023. — Koninklijk besluit tot vaststelling voor sommige ondernemingen die onder het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120) ressorteren, van de voorwaarden waaronder het gebrek aan werk wegens economische oorzaken de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden schorst (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, artikel 51, § 1, vervangen bij de wet van 30 december 2001 en gewijzigd bij de wetten van 4 juli 2011 en 15 januari 2018, en § 3, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990 en 26 juni 1992;

Gelet op het advies van het Paritair Comité voor de textielnijverheid, gegeven op 28 maart 2023;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 4 mai 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que les entreprises d'achèvement travaillant pour compte de tiers et les entreprises "piquant" exclusivement pour compte de tiers se trouvent dans une situation de précarité extrême, parce que, d'une part, elles subissent de conséquences considérables liées à la globalisation du commerce du textile et, d'autre part, que les clients sont devenus plus exigeants par le fait qu'ils peuvent demander de la personnalisation et un degré particulièrement élevé d'adaptabilité à ces entreprises où le niveau d'activité est très volatil et imprévisible;

Considérant que les entreprises d'achèvement sont lourdement touchées par la crise énergétique qui a entraîné une détérioration de la confiance des consommateurs, avec comme conséquence une baisse de la demande de produits textiles et une activité économique incertaine en 2023;

Considérant qu'en raison de ces circonstances exceptionnelles pour les entreprises d'achèvement travaillant pour compte de tiers et les entreprises "piquant" exclusivement pour compte de tiers et ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie textile, il est indispensable que le régime de travail à temps réduit puisse être instauré pour une durée supérieure à trois mois;

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises d'achèvement travaillant pour le compte de tiers et des entreprises "piquant" exclusivement pour le compte de tiers et ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie textile.

Art. 2. § 1^{er}. En cas de manque total ou partiel de travail résultant de causes économiques, l'exécution du contrat de travail d'ouvrier peut être suspendue ou un régime de travail à temps réduit peut être instauré à partir de la première journée de travail suivant celle de la notification.

§ 2. Cette notification s'effectue au plus tard au début de la dernière journée de travail précédant la période de suspension. Elle s'effectue soit par l'affichage d'un avis à un endroit apparent dans les locaux de l'entreprise, soit par la remise d'un écrit à l'ouvrier ou à l'ouvrière, lorsque la suspension ne revêt pas un caractère collectif. En cas d'absence de l'ouvrier ou de l'ouvrière, la notification est toujours adressée sous pli recommandé à la poste.

§ 3. Pour l'application de cet article, est considérée comme journée de travail chaque jour calendrier au cours duquel le travail est effectué en vertu de l'horaire de travail appliqué dans l'entreprise.

Art. 3. La durée de la suspension totale de l'exécution du contrat de travail ne peut dépasser quatre semaines.

Elle peut cependant être portée à huit semaines une fois par année calendrier.

Art. 4. Le régime de travail à temps réduit peut être instauré pour une durée de six mois au maximum s'il comporte moins de trois jours de travail par semaine ou moins d'une semaine de travail sur deux semaines.

Lorsque le régime de travail à temps réduit a atteint la durée maximum de six mois, l'employeur doit rétablir le régime de travail à temps plein pendant une semaine complète de travail avant qu'une suspension totale ou un nouveau régime de travail à temps réduit ne puisse prendre cours.

Art. 5. Le nombre maximum de journées de chômage se rapportant à l'instauration d'un régime de travail à temps réduit, est fixé comme suit:

- s'il s'agit d'un régime hebdomadaire: quatre;
- s'il s'agit d'un régime bi-hebdomadaire: huit.

Art. 6. En application de l'article 51, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, la notification visée à l'article 2, § 2, mentionne la date à laquelle la suspension totale de l'exécution du contrat ou l'instauration d'un régime de travail à temps réduit prend cours, la date à laquelle cette suspension ou ce régime prend fin ainsi que les dates auxquelles les ouvriers sont mis en chômage.

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen, die op 4 mei 2023 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de veredelingsbedrijven die voor rekening van derden werken en van de bedrijven die uitsluitend voor rekening van derden "piqueren", zich in een uiterst precarie toestand bevinden, omdat zij enerzijds de grootste gevolgen van de globalisering van de textielhandel ondervinden en omdat anderzijds de klanten veeleisender zijn geworden door het effect van customizatie en een bijzonder groot aanpassingsvermogen eisen van de betrokken bedrijven waardoor het activiteitsniveau heel volatiel en onvoorspelbaar is;

Overwegende dat de veredelingsbedrijven zwaar getroffen worden door de energiecrisis die geleid heeft tot een aantasting van het consumentenvertrouwen, met een dalende vraag naar textielproducten en een onzekere economische activiteit in 2023 tot gevolg;

Overwegende dat de regeling van gedeeltelijke arbeid, ten gevolge van deze uitzonderlijke omstandigheden voor de veredelingsbedrijven die voor rekening van derden werken en van de bedrijven die uitsluitend voor rekening van derden "piqueren" en die onder het Paritair Comité voor de textielnijverheid ressorteren, onvermijdelijk voor een langere duur dan drie maanden moet kunnen ingevoerd worden;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en de werklieden van de veredelingsbedrijven die voor rekening van derden werken en van de bedrijven die uitsluitend voor rekening van derden "piqueren" en die onder het Paritair Comité voor de textielnijverheid ressorteren.

Art. 2. § 1. Bij volledig of gedeeltelijk gebrek aan werk wegens economische oorzaken mag de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden worden geschorst, of mag een regeling van gedeeltelijke arbeid worden ingevoerd, vanaf de eerste werkdag die op deze van de kennisgeving volgt.

§ 2. Deze kennisgeving vindt plaats uiterlijk bij de aanvang van de laatste werkdag die de schorsing voorafgaat. Zij gebeurt ofwel door aanplakking van een bericht op een goed zichtbare plaats in de lokalen van de onderneming, ofwel door overhandiging aan de werkmans of werkster van een geschrift, wanneer de schorsing geen collectief karakter heeft. Bij afwezigheid van de werkmans of werkster wordt de kennisgeving steeds bij een ter post aangetekende brief verzonden.

§ 3. Voor de toepassing van dit artikel wordt als werkdag beschouwd iedere kalenderdag tijdens dewelke, krachtens het in de onderneming toegepast werkrooster, arbeid wordt verricht.

Art. 3. De duur van de volledige schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst mag vier weken niet overschrijden.

Hij mag echter éénmaal per kalenderjaar op acht weken worden gebracht.

Art. 4. De regeling van gedeeltelijke arbeid kan voor een duur van ten hoogste zes maanden worden ingevoerd indien zij minder dan drie arbeidsdagen per week of minder dan één arbeidsweek per twee weken omvat.

Wanneer de regeling van gedeeltelijke arbeid de maximumduur van zes maanden heeft bereikt, moet de werkgever gedurende een volledige arbeidsweek de regeling van volledige arbeid opnieuw invoeren alvorens een volledige schorsing of een nieuwe regeling van gedeeltelijke arbeid kan ingaan.

Art. 5. Het maximum aantal werkloosheidsdagen dat betrekking heeft op een regeling van gedeeltelijke arbeid, wordt als volgt vastgesteld:

- indien het een wekelijkse regeling betreft: vier;
- indien het een tweewekelijkse regeling betreft: acht.

Art. 6. Met toepassing van artikel 51, § 1, vijfde lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, vermeldt de in artikel 2, § 2, bedoelde kennisgeving de datum waarop de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst of de invoering van een regeling van gedeeltelijke arbeid ingaat, de datum waarop deze schorsing of deze regeling een einde neemt, alsook de data waarop de werklieden werkloos worden gesteld.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2023 et cesse d'être en vigueur le 30 septembre 2024.

Art. 8. Le ministre qui a le Travail dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 juin 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge*:
Loi du 3 juillet 1978,
Moniteur belge du 22 août 1978.
Loi du 29 décembre 1990,
Moniteur belge du 9 janvier 1991.
Loi du 26 juin 1992,
Moniteur belge du 30 juin 1992.
Loi du 30 décembre 2001,
Moniteur belge du 31 décembre 2001.
Loi du 4 juillet 2011,
Moniteur belge du 19 juillet 2011.
Loi du 15 janvier 2018,
Moniteur belge du 5 février 2018.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2023 en treedt buiten werking op 30 september 2024.

Art. 8. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, le 27 juin 2023.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad*:
Wet van 3 juli 1978,
Belgisch Staatsblad van 22 augustus 1978.
Wet van 29 december 1990,
Belgisch Staatsblad van 9 januari 1991.
Wet van 26 juni 1992,
Belgisch Staatsblad van 30 juni 1992.
Wet van 30 december 2001,
Belgisch Staatsblad van 31 december 2001.
Wet van 4 juli 2011,
Belgisch Staatsblad van 19 juli 2011.
Wet van 15 januari 2018,
Belgisch Staatsblad van 5 februari 2018.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2023/203076]

27 JUIN 2023. — Arrêté royal fixant, pour les entreprises du sous-secteur de l'industrie de la bonneterie et ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie textile (CP 120), les conditions dans lesquelles le manque de travail résultant de causes économiques suspend l'exécution du contrat de travail d'ouvrier (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, l'article 51, § 1^{er}, remplacé par la loi du 30 décembre 2001 et modifié par les lois des 4 juillet 2011 et 15 janvier 2018;

Vu l'avis de la Commission paritaire de l'industrie textile, donné le 28 mars 2023;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 4 mai 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises du sous-secteur de l'industrie de la bonneterie telles que visées à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 1, b), de l'arrêté royal du 5 février 1974 instituant certaines commissions paritaires et fixant leur dénomination et leur compétence et ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie textile.

Art. 2. § 1^{er}. En cas de manque de travail résultant de causes économiques, l'exécution du contrat de travail peut être totalement suspendue à partir de la première journée de travail suivant celle de la notification.

§ 2. La notification d'un régime de suspension totale de l'exécution du contrat de travail s'effectue au début de la dernière journée de travail précédant la période de suspension. Elle s'effectue soit par l'affichage d'un avis à un endroit apparent dans les locaux de l'entreprise, lorsque le nouveau régime de travail revêt un caractère

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2023/203076]

27 JUNI 2023. — Koninklijk besluit tot vaststelling, voor de ondernemingen uit de subsector breigoednijverheid en die onder het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120) ressorteren, van de voorwaarden waaronder het gebrek aan werk wegens economische oorzaken de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden schorst (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, artikel 51, § 1, vervangen bij de wet van 30 december 2001 en gewijzigd bij de wetten van 4 juli 2011 en 15 januari 2018;

Gelet op het advies van het Paritair Comité voor de textielnijverheid, gegeven op 28 maart 2023;

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen, die op 4 mei 2023 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en de werklieden van de ondernemingen uit de subsector breigoednijverheid zoals bedoeld in artikel 1, § 1, 1, b), van het koninklijk besluit van 5 februari 1974 tot oprichting van sommige paritaire comités en tot vaststelling van hun benaming en hun bevoegdheid en die onder het Paritair Comité voor de textielnijverheid ressorteren.

Art. 2. § 1. Bij gebrek aan werk wegens economische oorzaken mag de uitvoering van de arbeidsovereenkomst geheel worden geschorst vanaf de eerste arbeidsdag die op deze van de kennisgeving volgt.

§ 2. De kennisgeving van een regeling van volledige schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst geschiedt bij de aanvang van de laatste arbeidsdag die de schorsingsperiode voorafgaat. Zij geschiedt hetzij door aanplakking van een bericht op een goed zichtbare plaats in de lokalen van de onderneming, wanneer de nieuwe arbeidsregeling